

Info Marne

« La force et la faiblesse des dictateurs c'est de miser sur le désespoir des peuples »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Ni peur, ni haine, ni précarité	1
Champagne : Fin de conflit chez MHCS	2
Fismes : les 31 salariés de l'usine Gantois licenciés.....	2
Reims : La FNIC sur le terrain- Tractage devant Delpharm.....	2
Cheminots : Non à la suppression des guichets dans le Grand Est ! Non à la casse du service public ferroviaire !	3
Reims : Assemblée générale des syndiqués de la CGT des TUR.....	3
Montreuil : Meeting national pour les libertés syndicales	4
INDECOSA CGT : Liquidation de l'Institut National de la Consommation (INC)	4

Édito : Ni peur, ni haine, ni précarité



Le monde regarde, sidéré, les agissements scandaleux et brutaux de l'agence fédérale américaine ICE. Rafles, traques, intimidations : ces pratiques rappellent sinistrement les chemises brunes, milice de la terreur au service du nazisme.

Cette chasse aux immigrés n'est pas un dérapage : elle est organisée, encouragée et légitimée par un président haineux et enragé, qui fait des étrangers des boucs émissaires et les rend responsables de tous les maux sociaux. Nous assistons à une escalade décomplexée du racisme, à la banalisation de la haine et à la résurgence d'un extrémisme radical, dont l'humanité connaît pourtant trop bien les conséquences.

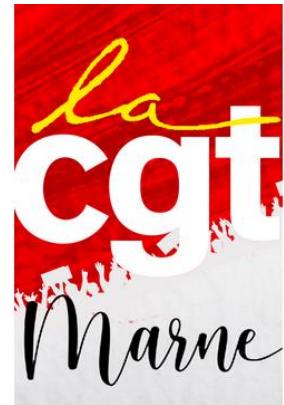
En France, la dérive est plus insidieuse, mais elle suit la même logique. À l'approche des élections municipales, l'intolérance progresse. L'extrême-droite pilonne sans relâche un discours sécuritaire simpliste : toujours plus de police, toujours plus de répression, toujours plus de sanctions. Ils brandissent la loi comme une arme, tout en exigeant l'indulgence dès que la règle s'applique à eux. La présidente du RN en est l'exemple type, alors que le procureur de la cour d'appel de Paris vient de confirmer que son intention était bien réelle de détourner les fonds publics.

Notre société dérive dangereusement, l'égalité et la fraternité sont reléguées au second plan, piétinées par la peur et le repli sur soi. On est harcelé en continu par une pluie d'informations venues des réseaux sociaux et des médias aux mains des milliardaires, qui martèlent l'idée que tous les dangers, tous les malheurs du monde seraient à nos portes. La conséquence de cette angoisse quotidienne, c'est la tête dans le sable, façon autruche !

Les patrons, eux, en profitent et s'engouffrent dans la faille. Ainsi, le 28 janvier, le Medef a ressorti une brillante idée pour « aider » les jeunes, et fêter les 20 ans du CPE (Contrat Première Embauche) qui avait été enterré par la rue, le voilà de retour tel un zombie ! L'arnaque : c'est un CDI avec trois ans d'essai et un licenciement sans motif. You are fired ! Dixit Trump... et désormais repris en chœur par le Medef. Et pour ne pas partir les mains vides, ils proposent également un SMIC au rabais pour les moins de 26 ans. Les jeunes ne toucheraient que 80 % du salaire minimum : une injustice déjà testée, puis rejetée, en 1994. 32 ans plus tard, rien n'a changé dans la logique patronale : la jeunesse reste sacrifiée sur l'autel du profit.

Pendant ce temps, dans les hautes sphères de la fonction publique, on travaille avec zèle. Le 22 janvier, la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) a sanctionné France Travail d'une amende de 5 millions d'euros pour ne pas avoir assuré la sécurité des données des personnes en recherche d'emploi. Donc... un organisme d'État verbalise un autre organisme d'État, qui devra payer l'amende... au Trésor public, lui aussi organisme d'État, un bel effet tiroir ! Voilà comment on lutte contre le déficit public !

Mario SANTIN, Secrétaire de l'Union Départementale CGT de la Marne



6 février 2026
#135

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr

SCANNEZ
le QR code pour
télécharger
l'application de
l'UD CGT 51



Champagne : Fin de conflit chez MHCS



Après plusieurs semaines de grèves et de mobilisations des différentes maisons au sein de MHCS (la branche vins et spiritueux de LVMH), la CGT a acté la fin du conflit à l'issue d'un rapport de force construit par les salariés de Moët&Chandon, Ruinart, Veuve Clicquot et Krug, avec le soutien des élus de l'Intersyndicat CGT du champagne.

Alors qu'une nouvelle étape de la mobilisation était annoncée avec une journée de grève le 3 février accompagnée d'un déplacement à Paris devant le siège du groupe, la direction a concédé plusieurs points d'évolution par rapport à sa décision initiale de ne verser aucune prime de participation ou d'intéressement.

En conséquence, la grève prévue le 3 février a été annulée. Pour autant le dossier des rémunérations n'est pas clos et il va se poursuivre lors des NAO qui vont s'ouvrir chez MHCS. La CGT y portera un ensemble de revendications, notamment sur l'augmentation générale des salaires, la reconnaissance du travail et la répartition de la richesse produite.

([Voir le site de la CGT du champagne](#))



Fismes : les 31 salariés de l'usine Gantois licenciés



Le mardi 27 janvier, le tribunal de commerce de Lyon a acté la liquidation judiciaire de la société Forlam Clôtures Industrielles (FCI), spécialisée dans la fabrication de grillages et de clôtures métalliques, qui possédait le site Gantois de Fismes. Si les trois autres sites du groupe ont été repris par le groupe Picot, fabriquant de clôtures et de portails basé en Mayenne, l'usine de Fismes est donc liquidée.

Les 31 salariés du site ont donc perdu leurs emplois à compter du vendredi 30 janvier 2026. C'est la fin d'une tréfilerie née en 1954, la fin d'un savoir-faire, la disparition d'un patrimoine, et un nouvel exemple déplorable de la casse du tissu industriel dans notre territoire.

([Lire l'article d'Ici France Bleu](#))

Reims - La FNIC sur le terrain : Tractage devant Delpharm

Une demi-douzaine de militants venus de différentes entreprises de la chimie se sont rendus, avec l'annexe mobile de l'Union Départementale de la Marne, pour une distribution de tracts, devant l'entreprise Delpharm spécialisée dans la fabrication et le conditionnement de médicaments.



Cette initiative s'inscrivait dans le cadre du plan de déploiement et de syndicalisation que la FNIC (Fédération de la chimie) met régulièrement en œuvre dans différentes entreprises du secteur. L'accueil a été positif du côté des salariés qui ont ainsi pu prendre un premier contact avec la CGT.
([Lire le tract](#))

Cheminots :

Non à la suppression des guichets dans le Grand Est ! Non à la casse du service public ferroviaire !



Une dizaine de militant-e-s du syndicat ont organisé, le vendredi 30 janvier sur la matinée, un déploiement et une distribution de plus de 1500 tracts avec signatures de pétition,

devant les gares où la CGT dénonce la fermeture des guichets et réclame leurs réouvertures. La CGT lutte aussi contre la politique de baisse du nombre de trains pendant les vacances.

L'accueil a été très bon du côté des usagers, des discussions se sont engagées. Le lendemain, samedi 31 janvier, c'était au tour du Collectif des usagers de Bezannes de sensibiliser les voyageurs autour de la nécessité de faire rouvrir les deux guichets fermés. Là encore, beaucoup d'usagers étaient d'accord avec cette revendication.



Devant le succès de son initiative, le syndicat CGT des cheminots de Reims organisera la même journée de sensibilisation à Bezannes, pour continuer d'alerter sur la nécessité de rouvrir les guichets en gare de Champagne-Ardenne TGV. ([Lire le tract](#))



Reims : Assemblée Générale des syndiqués de la CGT des TUR



Une impressionnante Assemblée Générale, qui a réuni 130 adhérents, s'est tenue dimanche 1^{er} février, Salle Goulin à Reims, pour le renouvellement de la direction du syndicat des Transports Urbains de Reims. Aux côtés de Khira RHIMOU, élue Secrétaire Générale, Hicham LAMAR a été élu Secrétaire Adjoint, Jérôme BERJOT à la trésorerie et Olivier DOUSSAINT à la vie syndicale.



Un vibrant hommage a été rendu à Jérôme BRIOT, le Secrétaire Général sortant, qui a engagé la formidable dynamique revendicative et de syndicalisation dans l'entreprise. Un débat s'est tenu avec le candidat socialiste aux municipales, Eric QUENARD, sur le transport public et plus particulièrement sur la gratuité des transports annoncée dans sa campagne.

Quelques surprises attendaient le Secrétaire Général sortant : une délégation de la Fédération des transports, composée du Secrétaire Général Jacques HELLIEZ et de plusieurs secrétaires fédéraux, venus de Rouen, Nantes ou Lyon. Sabine DUMENIL, ancienne Secrétaire Générale de l'Union Départementale était présente. Toutes et tous étaient venus le remercier pour le travail accompli et féliciter la nouvelle direction du syndicat. Séquence émotions...

A l'issue de cette belle matinée, un repas fraternel a été partagé par tous, ambiance par le groupe de musique Deinos Mc qui accompagne régulièrement la CGT lors des manifestations.

Montreuil :

Meeting national pour les libertés syndicales



Mercredi 4 février, le grand meeting organisé dans le patio de la CGT à Montreuil, en fin d'après midi, affichait complet.

2500 militants et sympathisants ont assisté à l'évènement, animé par Guillaume MEURICE, avec de nombreux invités comme Nathalie TAHIE (Présidente de la Ligue des Droits de l'Homme), Jacques TOUBON (ancien Garde des

Seaux et Défenseur des Droits), Luc TRIANGLE (Secrétaire Général de la Confédération Internationale des Syndicats), le syndicat de la magistrature, le syndicat des avocats de France, François HOMMERIL (Président de la CFE-CGC), Edwy PLENEL (Médiapart), Monique PINÇON CHARLOT (sociologue et militante), Assa TRAORÉ.

La soirée s'est clôturée par un discours très combatif de Sophie BINET, entourée de dizaines de militants de la CGT actuellement poursuivis en raison de leur engagement syndical, un échantillon du millier de cégétistes, (dont 472 de la Fédération Mines Énergies) visés par des procédures disciplinaires ou judiciaires.



Sophie BINET a annoncé que la CGT allait mettre en place un baromètre des libertés syndicales en France, avec la publication de la liste noire des entreprises où sévit la répression syndicale, elle a exigé l'amnistie pour tous les militants poursuivis.

Elle a surtout confirmé à l'adresse du patronat et du gouvernement que la répression et le climat de peur ne musèleraient pas la CGT, bien au contraire ! « La bave du crapaud n'atteint pas la colombe » a-t-elle déclaré avec humour, « et ça s'appelle une image, donc inutile de lancer une nouvelle procédure judiciaire », en référence à l'expression « les rats quittent le navire » qui lui a valu sa mise en examen.



L'Union Départementale CGT de la Marne a participé à cette manifestation revendicative et festive. ([Voir la soirée sur You Tube](#))

INDECOSA CGT :

Liquidation de l'Institut National de la Consommation (INC)

L'État organise le sabotage de l'information indépendante des consommateurs

Les associations de consommateurs expriment leur colère et leur indignation, après la liquidation de l'Institut National de la Consommation et la cession annoncée du magazine 60 Millions de consommateurs, décidées par le gouvernement via le recours au 49-3.

Depuis près de 60 ans, l'INC et 60 millions de consommateurs ont constitué un contre-pouvoir indispensable face aux grandes entreprises, aux pratiques commerciales abusives et aux scandales sanitaires. Cette liquidation restera comme un symbole, celui d'un état qui choisit de désarmer les consommateurs plutôt que les protéger.

INDECOSA CGT (INformation et DÉfense des COmmunautés SALariés) et les associations de défense des consommateurs expriment toute leur solidarité avec les salariés de l'INC visés par cette décision profondément injuste.

([Lire le communiqué commun](#))

Votre organisation syndicale () nous fait confiance, **pourquoi pas** **vous ?**

La Macif vous propose des solutions pour vous et votre famille : auto, habitation, santé...

Et aussi des solutions adaptées au monde de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : macif.fr



La Macif,
c'est **vous.**

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.